

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°18-2022-07-008

PUBLIÉ LE 13 JUILLET 2022

# Sommaire

## **Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations 18 /**

18-2022-07-13-00001 - Décision 133 subdélégation ordonnancement  
secondaire (3 pages) Page 4

18-2022-07-13-00002 - Décision 134 de subdélégation générales (3 pages) Page 8

## **Direction Départementale des Territoires 18 / SER**

18-2022-07-13-00003 - Arrêté N°DDT-2022-256 constatant le  
franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sur certains  
cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de  
l'eau dans le département du Cher (22 pages) Page 12

## **Préfecture du Cher / Direction de l'Action Territoriale**

18-2022-07-11-00004 - 2022-0857 AP part Départementale de l'accise sur  
l'électricité - TICFE (1 page) Page 35

18-2022-07-08-00001 - AP 2022-0852 du 08 07 2022\_ portant modification  
statut PETR.odt (2 pages) Page 37

## **Préfecture du Cher / Direction de la Citoyenneté**

18-2022-07-13-00004 - Arrêté 2022-937 du 13 juillet 2022 portant  
autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux,  
de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière (2 pages) Page 40

18-2022-07-07-00006 - arrêté du 07/07/22 modifiant l'arrêté du 06/06/19  
portant agrément des membres siégeant en commission médicale primaire  
et d'appel et en cabinets de médecine de ville, chargés d'apprécier  
l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des  
conducteurs (3 pages) Page 43

## **Préfecture du Cher / Direction des Sécurités et de la Communication**

18-2022-07-12-00003 - Arrêté préfectoral n°2022-0924 portant autorisation  
d'un système de vidéoprotection (Pharmacie JACQUET à Culan) (2 pages) Page 47

18-2022-07-12-00004 - Arrêté préfectoral n°2022-0925 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection (Patapain  
Cap Nord - Bourges) (2 pages) Page 50

18-2022-07-12-00005 - Arrêté préfectoral n°2022-0926 portant autorisation  
d'un système de vidéoprotection (Buffalo Grill - Saint-Doulchard) (2 pages) Page 53

18-2022-07-12-00006 - Arrêté préfectoral n°2022-0927 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection (Réseau  
Club Bouygues Telecom à Bourges) (2 pages) Page 56

18-2022-07-12-00007 - Arrêté préfectoral n°2022-0928 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection (Pub Au  
Bureau à Vierzon) (2 pages) Page 59

|  |         |
|--|---------|
| 18-2022-07-12-00008 - Arrêté préfectoral n°2022-0929 portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection (URSSAF à Bourges) (2 pages)                                    | Page 62 |
| 18-2022-07-12-00009 - Arrêté préfectoral n°2022-0930 portant modification d'un système de vidéoprotection ("Patapain" à Saint-Doulchard) (2 pages)   | Page 65 |
| 18-2022-07-12-00010 - Arrêté préfectoral n°2022-0931 portant modification d'un système de vidéoprotection (AVIVA Cuisines - Saint-Germain-du-Puy) (2 pages)                                | Page 68 |
| 18-2022-07-12-00011 - Arrêté préfectoral n°2022-0932 portant renouvellement et modification d'autorisation d'un système de vidéoprotection (DESIGUAL - Bourges) (2 pages)                  | Page 71 |
| 18-2022-07-12-00012 - Arrêté préfectoral n°2022-0933 portant renouvellement et modification d'autorisation d'un système de vidéoprotection (Carrefour Market - Bourges Aéroport) (2 pages) | Page 74 |
| 18-2022-07-12-00013 - Arrêté préfectoral n°2022-0934 portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection (Banque Populaire Val de France - Vierzon) (2 pages)            | Page 77 |

Direction Départementale de l'Emploi, du  
Travail, des Solidarités et de la Protection des  
Populations 18

18-2022-07-13-00001

Décision 133 subdélégation ordonnancement  
secondaire



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations**

### **Décision n°2022-DDETSPP-133**

#### **de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à des fonctionnaires placés sous son autorité**

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

**VU** le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations.

**VU** l'arrêté interministériel du 31 mars 2011 modifié portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 juillet 2021 portant nomination de Madame Alix BARBOUX en qualité de directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du CHER à compter du 16 août 2021 ;

**VU** l'arrêté du 22 mars 2021 portant nomination (directions départementales interministérielles) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2021-0322 du 31 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2021- 0340 du 06 avril 2021 portant affectation à la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités et de la protection des populations ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2021-1432 du 24 novembre 2021 accordant délégation de signature à Mme Alix BARBOUX, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État ;

**VU** la décision n°2021 - DDETSPP – 042 en date 11 mars 2022 de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à des fonctionnaires placés sous son autorité ;

### **Décide**

#### **Article 1**

Délégation de signature est conférée à Monsieur Philippe FONDRILLON, directeur départemental adjoint, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État pour l'ensemble des budgets listés ci-après, dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé n°2021 - 0959 du 24 novembre 2021 :

104 - Intégration et accès à la nationalité française

113 - Paysages, eau et biodiversité

129 - Coordination du travail gouvernemental

134 - Développement des entreprises et régulations

147 - Politique de la ville

157 - Handicap et dépendance

177 - Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables

183 - protection maladie

206 - Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

303 - Immigration et asile

304 - Inclusion sociale et protection des personnes

354 - Administration territoriale de l'État (fonction de service prescripteur et exécutant)

362 - Écologie

364 - Cohésion

## Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de la directrice et du directeur départemental adjoint, délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État est donnée aux agents suivants :

- Monsieur Grégory PHILBERT, Délégué du Préfet à la Politique de la Ville, pour les programmes 129, 147 ;
- Mme Béatrice VINCENT-MILLERET, cheffe du service Logement, Hébergement et Protection des Personnes vulnérables, pour les programmes 104, 157, 177, 183, 303 et 304 ;
- Mme Magali LE FLAEO, inspectrice de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, pour le programme 134 ;
- Mme Nathalie SANEROT, cheffe du service Santé, Protection animale et environnement, pour le programme 206 ;
- Mme Camille TORRES, cheffe du service Sécurité, Qualité sanitaires de l'alimentation, pour le programme 206 ;
- Mme Ingrid RIVET, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, pour les programmes 157 et 304.

## Article 3

Délégation de signature est donnée à Mme Nathalie SANEROT à l'effet de signer les mémoires vétérinaires intervenant pour le compte de l'État (programme 206) et d'émettre les ordres à payer.

Délégation de signature est donnée à Mme Nathalie SANEROT, à l'effet de valider des actes dans l'application ESCALE et d'émettre les ordres à payer.

## Article 4

Délégation de signature est donnée aux agents dont les noms suivent, à l'effet de valider des actes et émettre les ordres à payer dans les applications CHORUS, CHORUS Formulaire, Cœur CHORUS :

- Mme Virginie LAUNAY, pour les programmes suivants : 104, 129, 134, 147, 157, 177, 183 ; 206 ; 303 ; 304
- Mme Aline TISSIER, pour les programmes suivants : 104, 129, 134, 147, 157, 177, 183 ; 206 ; 303 ; 304
- Mme Sandrine RUBALDO, pour les programmes : 104, 129, 134, 147, 157, 177, 183 ; 206 ; 303 ; 304
- Mme Bérandère BRECQUEVILLE, pour les programmes : 104, 129, 134, 147, 157, 177, 183 ; 206 ; 303 ; 304.

## Article 5

Délégation de signature est donnée aux agents dont les noms suivent :

- à l'effet d'approuver les factures des mandataires judiciaires à la protection des majeurs protégés (programme 304) :
  - Mme Délizia FLOQUET ;
  - Mme Virginie LAUNAY ;
- à l'effet d'approuver les factures concernant l'aide sociale d'Etat (programme 177) :
  - Mme Virginie LAUNAY.

## Article 6

La décision n° 2022 - DDETSPP - 077 de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à des fonctionnaires placés sous son autorité, est abrogée.

## Article 7

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, sis 28, rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1 dans les deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

## Article 8

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher et les agents de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

Bourges, le 13 juillet 2022,  
La Directrice départementale,

**Signé**

Alix BARBOUX

**Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé à Monsieur le préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans les deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application «télérecours citoyens» accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un et/ou l'autre de ces recours.

Direction Départementale de l'Emploi, du  
Travail, des Solidarités et de la Protection des  
Populations 18

18-2022-07-13-00002

Décision 134 de subdélégation générales



**Décision n°2022-DDETSPP-134**

**de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations  
du Cher portant subdélégation de signature en matière administrative  
à des fonctionnaires placés sous son autorité**

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du CHER,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

**VU** le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations.

**VU** l'arrêté interministériel du 31 mars 2011 modifié portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

**VU** l'arrêté du 22 mars 2021 portant nomination (directions départementales interministérielles) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 juillet 2021 portant nomination de Madame Alix BARBOUX en qualité de directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du CHER à compter du 16 août 2021

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-1583 du 16 décembre 2020 portant organisation des services de la Préfecture et du secrétariat général commun départemental ;

**VU** l'arrêté n° 2021-0077 du 27 janvier 2021 accordant délégation de signature à Mme Aurélie MARTIN, directrice du secrétariat général commun départemental ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2021-0322 du 31 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2021-958 du 20 août 2021 accordant délégation de signature à Mme Alix BARBOUX, Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du CHER ;

**VU** la décision n°2022-DDETSPP-045, du 10 mai 2022 de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher portant subdélégation de signature en matière administratives générales à des fonctionnaires placés sous son autorité ;

**DÉCIDE**

**Article 1**

La présente décision définit les conditions de subdélégation de signature de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations à certains agents de cette direction, placés sous son autorité.

Conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral 2021-958 du 20 août 2021 susvisé sont exclus des subdélégations et demeurent soumis à la signature du Préfet :

- les correspondances administratives adressées aux parlementaires, aux présidents et aux membres du conseil régional, au président et aux membres du conseil départemental
- les circulaires et instructions adressées aux maires
- les déclinatoires de compétences et arrêtés de conflit régis par l'ordonnance du 1er juin 1828 relative aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative
- les mémoires contentieux introductifs d'instance et en défense présentés aux juridictions administratives
- les communiqués de presse.

## **Article 2**

Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Philippe FONDRILLON, directeur départemental adjoint de la DDETSPP du CHER pour l'ensemble de la compétence administrative de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière.

S'agissant des chef(fe)s de service, de la Déléguée aux Droits des Femmes et à l'Égalité Femmes Hommes et de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, subdélégation leur est donnée dans les matières précisées ci-après, à l'exclusion de :

- la signature des arrêtés ou décisions ayant pour objet, dans les domaines de compétences de la DDETSPP, de suspendre, à titre temporaire ou définitif, tout acte assimilable à un agrément ou à une habilitation, à une autorisation ou une capacité conditionnant l'activité d'une personne physique ou morale, ou de fermer ou faire cesser à titre temporaire ou définitif cette activité
- la signature de tout acte relatif aux procédures de transaction pénale.

## **Article 3 : domaines du Secrétariat Général commun départemental (SGCD)**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Aurélie MARTIN, Directrice du SGCD aux fins de signer tous actes relevant des domaines relatifs aux missions et aux compétences de son service dans le cadre de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2021-958 du 20 août 2021 et lorsqu'ils ne nécessitent pas une assermentation ou une compétence particulière, dont :

- la gestion administrative du personnel, et de la formation
- la gestion matérielle, budgétaire et comptable.

## **Article 4 : domaines du service Logement, Hébergement et Protection des Populations Vulnérables (LHPPV)**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Béatrice VINCENT-MILLERET, cheffe du service LHPPV, à Mmes Claire AMIRAND, adjointe à la cheffe de service et Ingrid RIVET, inspectrice de l'action sanitaire et sociale lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs aux missions de leur service ainsi que pour valider en qualité de supérieur hiérarchique les demandes d'ordre de mission et les états de frais des agents de leur service.

## **Article 5 : domaines du service Inclusion par l'Emploi et Mutations Économiques (IEME)**

Subdélégation de signature est donnée à M. Sylvain DU CHAMP, chef du service IEME, lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs aux missions de son service ainsi que pour valider en qualité de supérieur hiérarchique les demandes d'ordre de mission et les états de frais des agents de son service.

## **Article 6 : domaines du service Politique de la Ville et Citoyenneté (PVC)**

Subdélégation de signature est donnée à M. Grégory PHILBERT, Délégué du Préfet à la Politique de la Ville, lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs à sa mission.

## **Article 7 : domaines de la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité Femmes Hommes**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Solenn MONNERAT, déléguée aux Droits des Femmes et à l'Égalité Femmes Hommes, lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs à sa mission.

## **Article 8 : domaines du service Santé, Protection Animale et Environnement (SPAÉ)**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Nathalie SANEROT, cheffe du service lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs aux missions de son service ainsi que pour valider en qualité de supérieur hiérarchique les demandes d'ordre de mission et les états de frais des agents de son service.

**Article 9 : domaines de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Subdélégation de signature est donnée à M. Pierrick ALLEE, Chargé de mission de l'inspection des Installations classées pour la Protection de l'Environnement, lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs à sa mission.

**Article 10 : domaines du service Qualité et Sécurité sanitaires de l'Alimentation (QSSA)**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Camille TORRES, cheffe du service SQSA lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs aux missions de son service ainsi que pour valider en qualité de supérieur hiérarchique les demandes d'ordre de mission et les états de frais des agents de son service.

**Article 11 : domaines du service Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes (CCRF)**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Magali LE FLAO, lorsqu'elle ne nécessite pas une assermentation ou une compétence particulière, dans tous les domaines relatifs aux missions de son service ainsi que pour valider en qualité de supérieur hiérarchique les demandes d'ordre de mission et les états de frais des agents de son service.

**Article 12 :**

La décision n°2022- DDETSPP – 093 de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher portant subdélégation de signature en matière générales à des fonctionnaires placés sous son autorité, est abrogée.

**Article 13 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans, sis 28, rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1 dans les deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

**Article 14 :**

La Directrice de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher et les directeurs départementaux adjoints sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

Bourges, le 13 juillet 2022

La Directrice départementale

*Signé*

Alix BARBOUX

**Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé à Monsieur le préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans les deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr>.

**Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un et/ou l'autre de ces recours.**

Direction Départementale des Territoires 18

18-2022-07-13-00003

Arrêté N°DDT-2022-256 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher

## **Arrêté N°DDT-2022-256**

Constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement, notamment les articles L 211-1 à L 211-3, L 215-1 à L 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, les articles L 432-3, L 432-5 et L 432-8 relatifs à la protection de la nature, les articles R 211-1 à R 211-9, R. 211-66 à R 211-70 relatifs à la limitation et à la suspension des usages de l'eau et les articles R 214-1 à R 214-60 portant application des articles L 214-1 à L 214-6 ;

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne adopté par le comité de bassin le 3 mars 2022 et approuvé par la préfète coordinatrice de bassin le 18 mars 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0360 du 11 avril 2022 définissant le cadre des mesures coordonnées de restriction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau destinées à faire face à une menace de sécheresse dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0242 du 11 mars 2022 accordant délégation de signature à Monsieur Eric DALUZ, directeur départemental des Territoires ;

**Vu** l'arrêté n° DDT-2022-211 du 10 juin 2022 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

**Vu** l'arrêté N°DDT-2022-240 mettant en place le niveau d'anticipation de vigilance, en vue de faire face à une menace de sécheresse dans le département du Cher ;

**Vu** les mesures de débit des cours d'eau relevées le 12 juillet 2022 ;

**Considérant** que le débit de l'Indre mesuré à la station d'Ardentes est sous son seuil de crise depuis le 8 juillet 2022 ;

**Considérant** que les débits de l'Arnon mesurés aux stations de Méreau et de Mareuil sur Arnon sont inférieurs à leurs seuils d'alerte renforcée respectivement depuis les 9 juillet et 10 juillet 2022 ;

**Considérant** que le débit de l'Aubois mesuré à la station de Grossouvre est sous son seuil d'alerte depuis le 10 juillet 2022 ;

**Considérant** qu'une connaissance quotidienne des débits des principaux cours d'eau et de leurs affluents est rendue possible via les stations hydrométriques gérées par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Centre-Val de Loire et qu'elles permettent d'appréhender l'état de la situation hydrologique ;

**Considérant** la tendance hydrologique en cours sur les bassins de l'Indre amont, de l'Arnon aval, de l'Arnon amont et de l'Aubois ;

**Considérant** les prévisions météorologiques à venir ;

**Considérant** la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau, conformément à la Directive Cadre sur l'Eau ;

**Considérant** que dans ces conditions, il convient de mettre en œuvre des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau pour préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques ;

**Sur proposition** du Directeur Départemental des Territoires ;

## **ARRETE :**

### **Article 1<sup>er</sup> – ABROGATION**

L'arrêté N°DDT-2022-240 du 1<sup>er</sup> juillet 2022, mettant en place le niveau d'anticipation de vigilance, en vue de faire face à une menace de sécheresse dans le département du Cher, est abrogé.

### **Article 2 – BASSINS VERSANTS EN SITUATION DE VIGILANCE**

Les bassins versants ci-dessous sont placés en situation de vigilance :

- Auron, Airain, Rampennes
- Cher
- Colin, Ouâtier, Langis
- Grande Sauldre, Beuvron
- Fouzon
- Loire et ses affluents
- Petite Sauldre, Rère
- Théols
- Vauvise
- Yèvre aval
- Yèvre amont

Ce niveau de gestion d'anticipation n'entraîne pas de limitation des usages de l'eau mais doit inciter les usagers à réaliser des économies d'eau, dans l'objectif de retarder les franchissements à la baisse des débits seuils d'alerte des cours d'eau du département.

Il est demandé à l'ensemble des consommateurs d'eau, qu'elle provienne d'un point de prélèvement privé ou d'un réseau public de distribution, de faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de la ressource en eau. Les services de l'État et les collectivités mettent en place une communication renforcée à destination de tous les usagers, visant à sensibiliser aux économies d'eau.

### **Article 3 – BASSINS VERSANTS EN SITUATION D'ALERTE, D'ALERTE RENFORCEE ET DE CRISE**

Le bassin versant suivant est placé en situation d'alerte :

- Aubois

Les bassins versants suivants sont placés en situation d'alerte renforcée :

- Arnon aval
- Arnon amont

Le bassin versant suivant est placé en situation de crise :

- Indre amont

Ces situations nécessitent la mise en place de mesures de restriction de certains usages de l'eau, telles que définies dans les articles suivants.

**L'annexe 1** du présent arrêté représente la cartographie des différentes zones d'alerte dans le département.

**L'annexe 2** présente la répartition des communes du département par zone d'alerte.

Pour rappel, les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine sont soumis aux mesures de restriction qui s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

**Article 4 – MESURES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE, D'ALERTE RENFORCÉE ET DE CRISE :**

**Article 4 -1 : USAGES HORS IRRIGATION AGRICOLE**

Les mesures de limitation ou d'interdiction pour chaque niveau de gestion sont définies par usages dans le tableau ci-dessous, qui précise les usagers concernés (P = particuliers et associations, E = entreprises, y compris exploitations agricoles, C = collectivités publiques).

Elles s'appliquent aux prélèvements définis à l'article 5 dans la mesure où ils sont concernés.

Si un usage listé ci-dessous est déjà réglementé par un arrêté de prescriptions spécifiques, les mesures les plus restrictives s'appliquent sauf mention contraire.

Les renseignements qu'il convient de fournir à l'administration suite au franchissement des différents seuils doivent être parvenus au service de police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la publication du présent arrêté.

| USAGERS |   |   | USAGES  | MESURES DE RESTRICTION  |  |   |
|---------|---|---|---|---|--|---|
| P       | E | C |   | Plan d'alerte   | Plan d'alerte renforcée  | Plan de crise   |
| X       | X | X | Lavage de véhicules   | Interdit<br>hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression<br>et sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou une obligation technique (exemple : bétonnières) et pour les besoins liés à la sécurité publique.<br>Le gestionnaire de la station a l'obligation d'indiquer les usagers admis en fonction du niveau de restriction. |  | Interdit<br>sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou une obligation technique (exemple: bétonnières) et pour les besoins liés à la sécurité publique. |
| X       | X | X | Nettoyage des façades, voiries, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées | Voiries, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées : Limité au strict nécessaire pour assurer l'hygiène, la sécurité et la salubrité publique<br><br>Façades, toitures : interdit   |  |   |
| X       | X | X | Arrosage des pelouses, massifs fleuris, arbres et arbustes                              | Interdit de 10h à 18h   | Interdit<br><br>Dérogation générale pour les jeunes gazons implantés depuis l'automne et pour les jeunes arbres et arbustes de moins d'un an (hors renouvellement annuel des pelouses).<br><br>Dérogation possible pour les massifs fleuris de sites majeurs pour lesquels les arrosages sont autorisés entre 20h et 8h. |   |
| X       | X | X | Arrosage des jardinières et suspensions   | Interdit  |  |   |

| USAGERS |   |   | USAGES  |                                   | MESURES DE RESTRICTION  |                         |   |
|---------|---|---|---|-----------------------------------|---|-------------------------|---|
| P       | E | C |   |                                   | Plan d'alerte   | Plan d'alerte renforcée | Plan de crise   |
| X       | X | X | Arrosage des espaces arborés (hors arboriculture)                         |                                   | Interdit<br>à l'exception des espaces verts accessibles gratuitement au public au sein d'une zone urbanisée où un ou plusieurs îlot(s) de chaleur urbain(s) ont été identifiés dans un PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial).   |                         | Interdit  |
| X       | X | X | Arrosage des terrains de sport  |                                   | Interdit de 10h à 18h   | Interdit de 8h à 20h    | Interdit<br>(dérogation générale pour les jeunes gazons implantés depuis l'automne hors regarnissage, dérogation possible pour les terrains accueillant des compétitions de niveau national/international pour lesquels les arrosages seront autorisés entre 20h et 8h) |
| X       | X | X | Arrosage des jardins potagers   |                                   | Interdit de 10h à 18h   | Interdit de 8h à 20h    |   |
| X       | X | X | Alimentation des fontaines d'ornement, bassins d'ornements, jeux d'eau... | en circuit ouvert                 | Interdite   |                         |   |
| X       | X | X |   | en circuit fermé                  | Limitée à la moitié de la capacité normale.   | Interdite               |   |
| X       | X |   | Remplissage et vidange des piscines                                       | privées de plus d'1m <sup>3</sup> | Interdit<br>Sauf remise à niveau nécessaire au bon fonctionnement de l'ouvrage et premier remplissage pour chantier en cours.   |                         |   |
|         | X | X |   | publiques                         | Remplissage et vidange soumis à accord préalable du Préfet sur avis de l'Agence Régionale de Santé.   |                         |   |
| X       | X | X | Alimentation des bassins d'agrément, plans d'eau et étangs                |                                   | Interdite<br>- le cas échéant le dispositif de prélèvement dans le milieu naturel pour l'alimentation du plan d'eau doit être rendu inactif.<br>- pour les plans d'eau en barrage de cours d'eau, l'intégralité du débit entrant devra être restituée à l'aval du barrage.<br>Les plans d'eau alimentés par ruissellement restituent les eaux via leur fossé de contournement, s'ils en sont équipés.<br>Lorsque l'arrêté d'autorisation du plan d'eau prescrit des mesures moins restrictives que celles ci-dessus, les mesures de l'ACS s'appliquent. |                         |   |
| X       | X | X | Vidange des plans d'eau, étangs, bassins d'agrément                       |                                   | Interdite<br>Dérogation possible en situation d'alerte, pour les vidanges réalisées pour la récolte du poisson des étangs exploités en élevage extensif, si la dernière vidange a été réalisée il y a moins de 3 ans.   |                         |   |
| X       | X | X | Gestion des ouvrages hydrauliques (hors plans d'eau)                      |                                   | Interdiction<br>de toute manœuvre susceptible d'influencer le débit ou le niveau d'eau sauf si elle est nécessaire :<br>- au non dépassement de la cote légale de retenue,<br>- à la protection contre les inondations des terrains riverains amont,<br>- au respect des mesures relatives à la manœuvre de vannes.   |                         |   |



| USAGERS |   |   | USAGES  | MESURES DE RESTRICTION   |   |   |
|---------|---|---|---|--|---|---|
| P       | E | C |   | Plan d'alerte  | Plan d'alerte renforcée   | Plan de crise   |
| X       | X | X | Manœuvres de vannes sur le réseau hydrographique  | <p>Interdites</p> <p>si elles soustraient de l'eau au cours d'eau et/ou si la position de la vanne a des conséquences négatives sur les milieux aquatiques, et/ou si elles visent à augmenter artificiellement le débit du cours d'eau au niveau d'une station hydrométrique.</p> <p>- sauf pour le respect des mesures concernant l'alimentation des plans d'eau et la gestion des ouvrages hydrauliques.</p> <p>Les manœuvres de vannes, lorsqu'elles sont autorisées, sont réalisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel.</p> |   |   |
| X       | X | X | Travaux en cours d'eau  | Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques.  | <p>Projets ayant reçu un avis favorable du service de police de l'eau : respect des prescriptions spécifiques.</p> <p>Autres : report des travaux sauf situation d'assec total, pour des raisons de sécurité ou dans le cas d'une renaturation de cours d'eau et sur dérogation.</p> <p>Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques.</p> |   |
| X       | X | X | Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre national golf et environnement 2019-2024)                           | <p>Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h à 20h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %.</p> <p>Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation.</p>  | <p>Réduction des volumes d'au moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7.</p> <p>Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs ».</p>  | <p>Interdiction d'arroser les golfs.</p> <p>Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage réduit au strict nécessaire entre 20h et 8h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels.</p> |
|         | X |   | Utilisation d'eau dans le cadre de l'activité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | <p>Respect des dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans leurs autorisations administratives.</p> <p>Les usages liés aux process sont limités au strict nécessaire.</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>Respect des mesures générales en ce qui concerne les usages hors process.</p> <p>Communication à l'inspection des installations classées de toute pollution.</p>                          |   |   |
|         | X |   | Utilisation d'eau dans le cadre des activités industrielles (hors ICPE), commerciales, artisanales et de services     | <p>Les usages liés aux process sont limités au strict nécessaire.</p> <p>Respect des mesures générales en ce qui concerne les usages hors process.</p>   |   |   |
|         | X | X | Rejets des STEU et des collecteurs pluviaux   | <p>Communication au service police de l'eau de tout dépassement de valeur des normes de rejet, ainsi que toute difficulté rencontrée.</p> <p>Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux.</p> <p>Déclaration préalable de tous travaux consommateurs d'eau (notamment tests d'étanchéité).</p> <p>Dérogation possible pour l'utilisation des eaux usées traitées satisfaisant aux obligations réglementaires.</p>  |   |   |
|         |   | X | Alimentation du Canal de la Sauldre et du Canal latéral à la Loire  | Respect des prescriptions spécifiques  |   |   |

| USAGERS |   |   | USAGES  | MESURES DE RESTRICTION  |                                       |  |
|---------|---|---|---|---|---------------------------------------|--|
| P       | E | C |   | Plan d'alerte   | Plan d'alerte renforcée               | Plan de crise                                |
|         |   | X | Alimentation du Canal de Berry  | prises d'eau réglementées   | Respect des prescriptions spécifiques |  |
|         |   |   |   | prises d'eau non réglementées   | Réduction de 60%                      | Fermeture totale des ouvrages de prélèvement |
|         |   | X | Production d'eau potable  | Report des opérations d'exploitation des réseaux d'eau potable sauf nécessité de salubrité ou sécurité publique.  |                                       |  |
|         |   |   |   | Envoi au service de police de l'eau, des bilans de production/consommation  |                                       |  |
|         | X |   | Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national | Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement. |                                       |  |

**Article 4-2 : MESURES MISES EN PLACE POUR L'IRRIGATION AGRICOLE (hors bassin versant Yèvre- Auron)**

Est concernée par les dispositions du présent article l'irrigation agricole réalisée à partir des prélèvements suivants, y compris lorsqu'ils sont dispensés de déclaration et d'autorisation, qu'ils soient réalisés à partir d'ouvrages de prélèvements fixes ou mobiles :

- **prélèvements superficiels** : prélèvements réalisés dans les cours d'eau, canaux, plans d'eau et retenues connectées au réseau hydrographique ;
- **prélèvements souterrains de type A** : prélèvements réalisés dans la nappe d'accompagnement des cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe) ;
- **prélèvements souterrains de type B** : prélèvements réalisés dans la nappe des calcaires du Jurassique supérieur dans l'ensemble du département à l'exclusion de ceux appartenant au type A.

Les mesures de limitation et d'interdiction pour chaque niveau de gestion applicables à l'irrigation agricole sont définies dans le tableau ci-dessous :

| Origine de l'eau  | Plan d'alerte          | Plan d'alerte renforcée | Plan de crise          |
|---|------------------------|-------------------------|------------------------|
| <b>Prélèvements superficiels et souterrains de type A</b> | Interdits de 12h à 17h | Interdits de 10h à 20h  | Interdit s             |
| <b>Prélèvements souterrains de type B</b>                 | Autorisés              | Interdits de 12h à 17h  | Interdits de 10h à 20h |

Des dérogations aux restrictions horaires peuvent être accordées aux irrigants qui s'organisent en tours d'eau ou qui irriguent des cultures éligibles à dérogation (Cf article 6-).

## **Article 5 – CHAMPS D'APPLICATION**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- pour l'usage irrigation : suivant les modalités définies à l'article 4-2 du présent arrêté ;
- pour les autres usages : à tous les prélèvements dans les eaux superficielles ou souterraines, ou un réseau de distribution d'eau potable, même dispensés d'autorisation ou de déclaration.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables :

- aux prélèvements pour l'irrigation sur le bassin Yèvre-Auron.
- aux prélèvements souterrains pour l'irrigation autres que ceux définis à l'article 4-2.

Quel que soit l'usage concerné, les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :

- à l'utilisation des eaux stockées dans les retenues d'eau (plans d'eau, lagunes, mares, réserves) étanches et déconnectées du réseau hydrographique (rivières, canaux, nappes, ruissellement, drainage), y compris celles destinées à l'irrigation agricole ;
- à l'utilisation des eaux pluviales collectées à partir de surfaces imperméabilisées (ex : récupération des eaux de toiture stockées dans des cuves) et stockées dans des aménagements réguliers à la condition de pouvoir justifier de l'origine pluviale de l'eau ;

## **Article 6 – DÉROGATIONS**

### **Article 6-1 – DEROGATION POUR CULTURES SPECIALES**

Des dérogations aux dispositions de l'article 4-2 pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service de police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

En particulier, les cultures suivantes sont susceptibles de se voir accorder une dérogation quant aux restrictions appliquées à l'irrigation dans le plan de crise (interdiction totale) :

- arboriculture et cultures fruitières,
- cultures florales,
- cultures réalisées à des fins de recherche,
- cultures de plantes médicinales et aromatiques,
- cultures truffières,
- cultures maraîchères et légumières,
- cultures de portes-graines,
- cultures réalisées à des fins de recherche.

Cette dérogation pourra concerner l'ensemble des restrictions (dès le plan d'alerte) pour les exploitations qui irriguent exclusivement les cultures appartenant à la liste précédente.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

La demande de dérogation peut être formulée à partir du formulaire en **annexe 3** du présent arrêté et disponible sur le site Internet des services de l'État dans le Cher :

<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>

#### Article 6-2 – DEROGATION POUR L'ARROSAGE DES MASSIFS FLEURIS

Les massifs fleuris situés à l'intérieur du périmètre des sites listés à l'**annexe 4** du présent arrêté sont autorisés à être arrosés entre 20h et 8h en situation d'alerte renforcée et de crise.

#### Article 6-3 – DEROGATION POUR L'ARROSAGE DES TERRAINS DE SPORT

Les pelouses des terrains de sport listés à l'**annexe 5** du présent arrêté sont autorisés à être arrosés entre 20h et 8h en situation de crise.

#### Article 6-4 – TOURS D'EAU

Les exploitants dont la liste est dressée en **annexe 6** du présent arrêté ne sont pas soumis aux restrictions horaires prévues à l'article 4-2 du présent arrêté. Ceux-ci s'organisent en tours d'eau, selon les modalités transmises par le Syndicat des Irrigants à la Direction Départementale des Territoires du Cher.

#### Article 6-5 – DEROGATION EXCEPTIONNELLE

Sur demande dûment motivée adressée au service police de l'eau, des dérogations exceptionnelles aux dispositions du présent arrêté peuvent être accordées par le préfet sur la base d'enjeux économiques, de la rareté, de circonstances particulières ou de considérations techniques. La demande de dérogation doit en outre évaluer les solutions alternatives.

#### **Article 7 – POURSUITES PÉNALES ET SANCTIONS**

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ainsi que les services de Gendarmerie et de Police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L. 216-1 du Code de l'Environnement.

#### **Article 8 – DURÉE DE VALIDITÉ**

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de publication du présent arrêté, et cesseront d'office au 31 octobre 2022. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

#### **Article 9 – AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application. Une publicité sera réalisée via un communiqué de presse.

L'arrêté est également consultable sur le site propluvia :

<https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/>

## **Article 10 – EXÉCUTION**

Le Secrétaire Général de la préfecture, les Sous-Préfètes de Vierzon et Saint-Amand-Montrond, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations du Cher, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Cher, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 13 juillet 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires

*Signé*

Eric Daluz

### **Voies et délais de Recours**

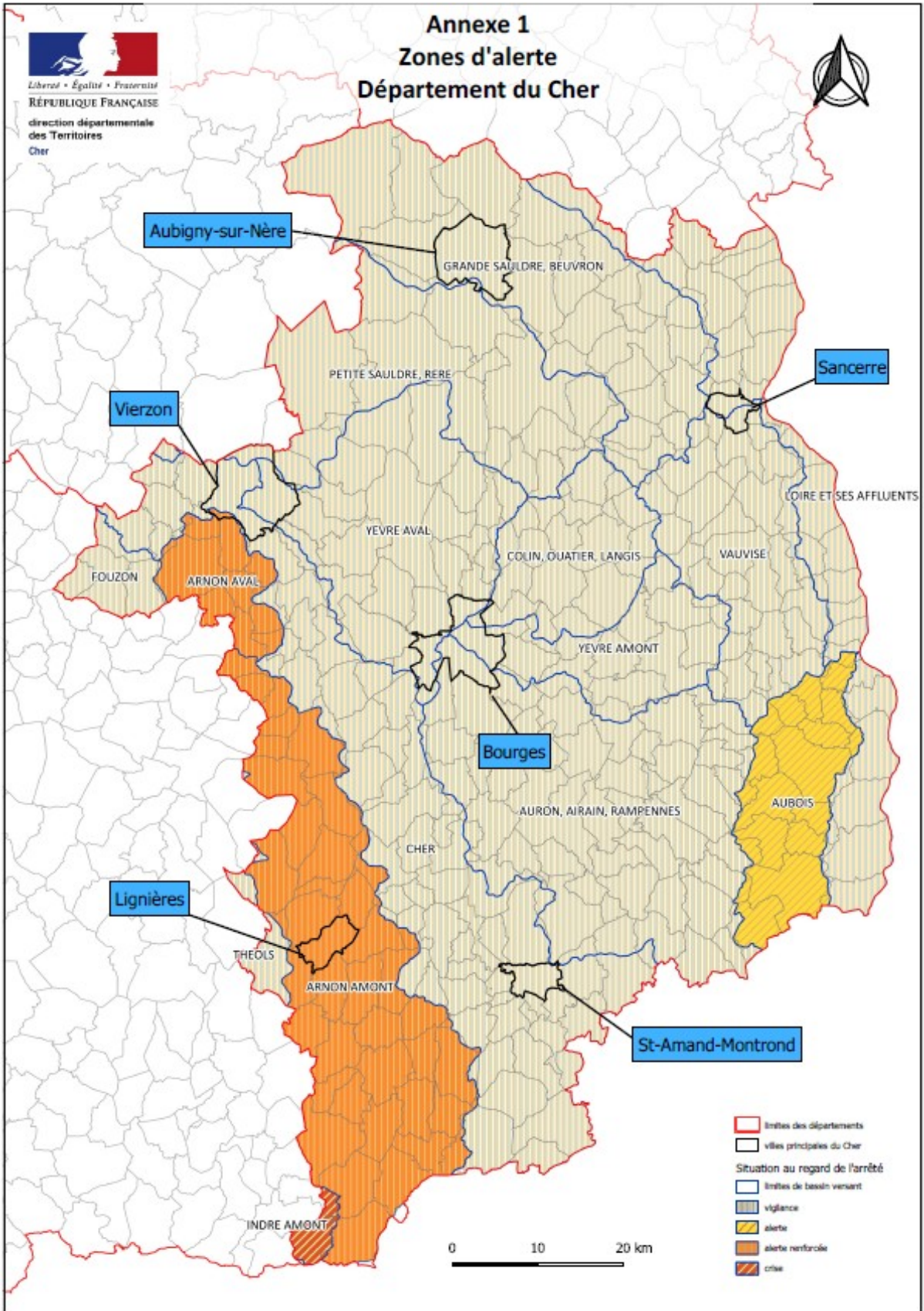
Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.



## ANNEXE 2

### Répartition des communes par bassin versant

**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                      | ARNON AMONT | ARNON AVA | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN OUATIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRO | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUVISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVA |
|----------------------|-------------|-----------|--------|----------------------------|------|-------------------------|--------|--------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|---------|-------------|-----------|
| ACHERES              |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             |       | X                      |        |         |             | X         |
| AINAY-LE-VIEIL       |             |           |        |                            | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| ALLOGNY              |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             | X         |
| ALLOUIS              |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             | X         |
| ANNOIX               |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         | X           |           |
| APREMONT-SUR-ALLIER  |             |           | X      |                            |      |                         |        |                          |             | X     |                        |        |         |             |           |
| ARCAY                |             |           |        | X                          | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| ARCOMPS              | X           |           |        |                            | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| ARDENAIS             | X           |           |        |                            |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| ARGENT-SUR-SAULDRE   |             |           |        |                            |      |                         |        | X                        |             |       |                        |        |         |             |           |
| ARGENVIERES          |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             | X     |                        |        | X       |             |           |
| ARPHEUILLES          |             |           |        | X                          | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| ASSIGNY              |             |           |        |                            |      |                         |        | X                        |             | X     |                        |        |         |             |           |
| AUBIGNY-SUR-NERE     |             |           |        |                            |      |                         |        | X                        |             |       | X                      |        |         |             |           |
| AUBINGES             |             |           |        |                            |      | X                       |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| AUGY-SUR-AUBOIS      |             |           | X      | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| AVORD                |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         | X           |           |
| AZY                  |             |           |        |                            |      | X                       |        |                          |             |       |                        |        | X       | X           |           |
| BANNAY               |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             | X     |                        |        |         |             |           |
| BANNEGON             |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| BARLIEU              |             |           |        |                            |      |                         |        | X                        |             | X     |                        |        |         |             |           |
| BAUGY                |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        | X       | X           |           |
| BEDDES               | X           |           |        |                            |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| BEFFES               |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             | X     |                        |        | X       |             |           |
| BELLEVILLE-SUR-LOIRE |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             | X     |                        |        |         |             |           |
| BENGY-SUR-CRAON      |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         | X           |           |
| BERRY-BOUY           |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             | X         |
| BESSAIS-LE-FROMENTAL |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| BLANCAFORT           |             |           |        |                            |      |                         |        | X                        |             | X     |                        |        |         |             |           |
| BLET                 |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         | X           |           |
| BOULLERET            |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             | X     |                        |        |         |             |           |
| BOURGES              |             |           |        | X                          | X    | X                       |        |                          |             |       |                        |        |         |             | X         |
| BOUZAIS              |             |           |        |                            | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         | X           |           |
| BRECY                |             |           |        |                            |      | X                       |        |                          |             |       |                        |        |         | X           |           |
| BRINAY               |             | X         |        |                            | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| BRINON-SUR-SAULDRE   |             |           |        |                            |      |                         |        | X                        |             |       | X                      |        |         |             |           |
| BRUERE-ALLICHAMPS    |             |           |        |                            | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |
| BUE                  |             |           |        |                            |      |                         |        |                          |             | X     |                        |        | X       |             |           |
| BUSSY                |             |           |        | X                          |      |                         |        |                          |             |       |                        |        |         | X           |           |
| CERBOIS              |             | X         |        |                            | X    |                         |        |                          |             |       |                        |        |         |             |           |

**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                      | ARNON AMONT | ARNON AVAL | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN OUARTIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRON | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUVISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVAL |
|----------------------|-------------|------------|--------|----------------------------|------|--------------------------|--------|---------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|---------|-------------|------------|
| CHALIVOY-MILON       |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| CHAMBON              | X           |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHARENTON-DU-CHER    |             |            |        | X                          | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHARENTONNAY         |             |            |        |                            |      |                          |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| CHARLY               |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHAROST              | X           |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHASSY               |             |            | X      |                            |      |                          |        |                           |             |       |                        |        | X       | X           |            |
| CHATEAUMEILLANT      | X           |            |        |                            |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHATEAUNEUF-SUR-CHER |             |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHAUMONT             |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHAUMOUX-MARCILLY    |             |            |        |                            |      |                          |        |                           |             |       |                        |        | X       | X           |            |
| CHAVANNES            |             |            |        | X                          | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHERY                |             | X          |        |                            |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CHEZAL-BENOIT        | X           | X          |        |                            |      |                          |        |                           |             |       | X                      |        |         |             |            |
| CIVRAY               | X           |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CLEMONT              |             |            |        |                            |      |                          |        | X                         |             |       |                        |        |         |             |            |
| COGNY                |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| COLOMBIERS           |             |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CONCRESSAULT         |             |            |        |                            |      |                          |        | X                         |             |       |                        |        |         |             |            |
| CONTRES              |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CORNUSSE             |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CORQUOY              | X           |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| COUARGUES            |             |            |        |                            |      |                          |        |                           |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| COURS-LES-BARRES     |             |            | X      |                            |      |                          |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| COUST                |             |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| COUY                 |             |            |        |                            |      |                          |        |                           |             |       |                        |        | X       | X           |            |
| CREZANCAY-SUR-CHER   |             |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| CREZANCY-EN-SANCERRE |             |            |        |                            |      |                          |        | X                         |             |       |                        |        | X       |             |            |
| CROISY               |             |            | X      | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| CROSSES              |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| CUFFY                |             |            | X      |                            |      |                          |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| CULAN                | X           |            |        |                            |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| DAMPIERRE-EN-CROT    |             |            |        |                            |      |                          |        | X                         |             |       |                        |        |         |             |            |
| DAMPIERRE-EN-GRACAY  |             | X          |        |                            | X    |                          | X      |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| DREVANT              |             |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| DUN-SUR-AURON        |             |            |        | X                          |      |                          |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| ENNORDRES            |             |            |        |                            |      |                          |        | X                         |             | X     |                        |        |         |             |            |
| EPINEUIL-LE-FLEURIEL | X           |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| ETRECHY              |             |            |        |                            |      | X                        |        |                           |             |       |                        |        | X       | X           |            |
| FARGES-ALLICHAMPS    |             |            |        |                            | X    |                          |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |



**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                         | ARNON AMONT | ARNON AVAL | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN QUATIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRON | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUVISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVAL |
|-------------------------|-------------|------------|--------|----------------------------|------|-------------------------|--------|---------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|---------|-------------|------------|
| FARGES-EN-SEPTAINE      |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| FAVERDINES              | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| FEUX                    |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| FLAVIGNY                |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| FOECY                   |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| FUSSY                   |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| GARDEFORT               |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| GARIGNY                 |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| GENOUILLY               |             |            |        |                            | X    |                         | X      |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| GERMIGNY-L'EXEMPT       |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| GIVARDON                |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| GRACAY                  |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| GROISES                 |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| GRON                    |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       | X           |            |
| GROSSOUVRE              |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| HENRICHEMONT            |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             |            |
| HERRY                   |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| HUMBLIGNY               |             |            |        |                            |      | X                       |        | X                         |             |       | X                      |        | X       |             |            |
| IDS-SAINT-ROCH          | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| IGNOL                   |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| INEUIL                  | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| IVOY-LE-PRE             |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       | X                      |        |         |             |            |
| JALOGNES                |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| JARS                    |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       |                        |        |         |             |            |
| JOUET-SUR-L'AUBOIS      |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| JUSSY-CHAMPAGNE         |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| JUSSY-LE-CHAUDRIER      |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| LA CELETTE              |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LA CELLE                |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LA CELLE-CONDE          | X           | X          |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        | X      |         |             |            |
| LA CHAPELLE-D'ANGILLON  |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             |            |
| LA CHAPELLE-HUGON       |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| LA CHAPELLE-MONTLINARD  |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| LA CHAPELLE-SAINT-URSIN |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| LA CHAPELOTTE           |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       | X                      |        |         |             |            |
| LA GROUTTE              |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LA GUERCHE-SUR-L'AUBOIS |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| LA PERCHE               |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LANTAN                  |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| LAPAN                   | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |

**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                         | ARNON AMONT | ARNON AVAL | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN OUATIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRON | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUVISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVAL |
|-------------------------|-------------|------------|--------|----------------------------|------|-------------------------|--------|---------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|---------|-------------|------------|
| LAVERDINES              |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LAZENAY                 | X           | X          |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LE CHATELET             | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LE CHAUTAY              |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LE NOYER                |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             |       | X                      |        |         |             |            |
| LE PONDY                |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LE SUBDRAY              |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| LERE                    |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| LES AIX-D'ANGILLON      |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LEVET                   |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LIGNIERES               | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LIMEUX                  |             | X          |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LISSAY-LOCHY            |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LOYE-SUR-ARNON          | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LUGNY-BOURBONNAIS       |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LUGNY-CHAMPAGNE         |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| LUNERY                  | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| LURY-SUR-ARNON          |             | X          |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MAISONNAIS              | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MARCAIS                 | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MAREUIL-SUR-ARNON       | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MARMAGNE                |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| MARSEILLES-LES-AUBIGNY  |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| MASSAY                  |             | X          |        |                            | X    |                         | X      |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MEHUN-SUR-YEVRE         |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| MEILLANT                |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MENETOU-COUTURE         |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| MENETOU-RATEL           |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| MENETOU-SALON           |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| MENETREOL-SOUS-SANCERRE |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| MENETREOL-SUR-SAULDRE   |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             |            |
| MEREAU                  |             | X          |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MERY-ES-BOIS            |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| MERY-SUR-CHER           |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MONTIGNY                |             |            |        |                            |      | X                       |        | X                         |             |       |                        |        | X       |             |            |
| MONTLOUIS               | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MORLAC                  | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| MORNAY-BERRY            |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| MORNAY-SUR-ALLIER       |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| MOROGUES                |             |            |        |                            |      | X                       |        | X                         |             |       | X                      |        |         |             |            |

**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                         | ARNON AMONT | ARNON AVAL | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN OUATIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRON | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUVISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVAL |
|-------------------------|-------------|------------|--------|----------------------------|------|-------------------------|--------|---------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|---------|-------------|------------|
| MORTHOMIERS             |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| MOULINS-SUR-YEVRE       |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| NANCAY                  |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| NERONDES                |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       | X           |            |
| NEUILLY-EN-DUN          |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| NEUILLY-EN-SANCERRE     |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       | X                      |        |         |             |            |
| NEUVY-DEUX-CLOCHERS     |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       | X                      |        | X       |             |            |
| NEUVY-LE-BARROIS        |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |         |             |            |
| NEUVY-SUR-BARANGEON     |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| NOHANT-EN-GOUT          |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| NOHANT-EN-GRACAY        |             | X          |        |                            | X    |                         | X      |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| NOZIERES                |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| OIZON                   |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       | X                      |        |         |             |            |
| ORCENAI                 | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| ORVAL                   |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| OSMERY                  |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| OSMOY                   |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| OUROUER-LES-BOURDELINS  |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| PARASSY                 |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             |       | X                      |        |         |             |            |
| PARNAY                  |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| PIGNY                   |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| PLAIMPIED-GIVAUDINS     |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| PLOU                    | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| POISIEUX                | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| PRECY                   |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| PRESLY                  |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| PREUILLY                |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| PREVERANGES             | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           | X           |       |                        |        |         |             |            |
| PRIMELLES               | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| QUANTILLY               |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| QUINCY                  |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| RAYMOND                 |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| REIGNY                  | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| REZAY                   | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| RIANS                   |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAGONNE                 |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-AMAND-MONTROND    |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-AMBROIX           | X           | X          |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-BAUDEL            | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |

**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                             | ARNON AMONT | ARNON AVAL | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN QUATIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRON | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUWISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVAL |
|-----------------------------|-------------|------------|--------|----------------------------|------|-------------------------|--------|---------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|---------|-------------|------------|
| SAINT-BOUIZE                |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        | X       |             |            |
| SAINT-CAPRAIS               |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-CEOLS                 |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-DENIS-DE-PALIN        |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-DOULCHARD             |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| SAINTE-GEMME-EN-SANCERROIS  |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             | X     |                        |        |         |             |            |
| SAINT-ELOY-DE-GY            |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| SAINTE-LUNAISE              |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINTE-MONTAINE             |             |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             | X     |                        |        |         |             |            |
| SAINTE-SOLANGE              |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINTE-THORETTE             |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| SAINT-FLORENT-SUR-CHER      | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-GEORGES-DE-POISIEUX   |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE   |             | X          |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-GEORGES-SUR-MOULON    |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| SAINT-GERMAIN-DES-BOIS      |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-GERMAIN-DU-PUY        |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| SAINT-HILAIRE-DE-COURT      |             | X          |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY   |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X       |             |            |
| SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES  | X           | X          |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             |            |
| SAINT-JEANVRIN              | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-JUST                  |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| SAINT-LAURENT               |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| SAINT-LEGER-LE-PETIT        |             |            |        |                            |      |                         |        |                           | X           |       |                        |        | X       |             |            |
| SAINT-LOUP-DES-CHAUMES      |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY      |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS     |             |            |        |                            |      |                         |        |                           | X           |       |                        |        | X       |             |            |
| SAINT-MAUR                  | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-MICHEL-DE-VOLANGIS    |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         |             | X          |
| SAINT-OUTRILLE              |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-PALAIS                |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| SAINT-PIERRE-LES-BOIS       | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX     |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-PRIEST-LA-MARCHE      | X           |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-SATUR                 |             |            |        |                            |      |                         |        |                           | X           |       |                        |        | X       |             |            |
| SAINT-SATURNIN              | X           |            |        |                            |      |                         |        | X                         |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-SYMPHORIEN            | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SAINT-VITTE                 |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| SALIGNY-LE-VIF              |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |

**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                      | ARNON AMONT | ARNON AVAL | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN QUATIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRON | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVAL |
|----------------------|-------------|------------|--------|----------------------------|------|-------------------------|--------|---------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|--------|-------------|------------|
| SANCERGUES           |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X      |             |            |
| SANCERRE             |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             | X     |                        |        | X      |             |            |
| SANCOINS             |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| SANTRANGES           |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| SAUGY                | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| SAULZAIS-LE-POTIER   | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| SAVIGNY-EN-SANCERRE  |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| SAVIGNY-EN-SEPTAINE  |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        | X           |            |
| SENNECAY             |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| SENS-BEAUJEU         |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| SERRUELLES           |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| SEVRY                |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        | X      | X           |            |
| SIDIAILLES           | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| SOULANGIS            |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| SOYE-EN-SEPTAINE     |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        | X           |            |
| SUBLIGNY             |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| SURY-EN-VAUX         |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| SURY-ES-BOIS         |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| SURY-PRES-LERE       |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| TENDRON              |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        | X           |            |
| THAUMIERS            |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| THAUVENAY            |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        | X      |             |            |
| THENIOUX             |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| THOU                 |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| TORTERON             |             |            | X      |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| TOUCHAY              | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| TROUY                |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             | X          |
| UZAY-LE-VENON        |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| VAILLY-SUR-SAULDRE   |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| VALLENAY             |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| VASSELAY             |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             | X          |
| VEAUGUES             |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             |       |                        |        | X      |             |            |
| VENESMES             | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| VERDIGNY             |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             | X     |                        |        |        |             |            |
| VEREAUX              |             |            | X      | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        | X           |            |
| VERNAIS              |             |            |        | X                          | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| VERNEUIL             |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| VEDDUN               | X           |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |        |             |            |
| VIERZON              |             | X          |        |                            | X    |                         |        |                           |             | X     |                        |        |        |             | X          |
| VIGNOUX-SOUS-LES-AIX |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |        |             | X          |

**Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.**

|                       | ARNON AMONT | ARNON AVAL | AUBOIS | AURON, AIRAIN ET RAMPENNES | CHER | COLIN QUATIER ET LANGIS | FOUZON | GRANDE SAULDRE ET BEUVRON | INDRE AMONT | LOIRE | PETITE SAULDRE ET RERE | THEOLS | VAUWISE | YEVRE AMONT | YEVRE AVAL |
|-----------------------|-------------|------------|--------|----------------------------|------|-------------------------|--------|---------------------------|-------------|-------|------------------------|--------|---------|-------------|------------|
| VIGNOUX-SUR-BARANGEON |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |
| VILLABON              |             |            |        |                            |      | X                       |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| VILLECELIN            | X           |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| VILLEGENON            |             |            |        |                            |      |                         | X      |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| VILLENEUVE-SUR-CHER   |             |            |        |                            | X    |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| VILLEQUIERS           |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        | X      | X       |             |            |
| VINON                 |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       |                        | X      |         |             |            |
| VORLY                 |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         |             |            |
| VORNAY                |             |            |        | X                          |      |                         |        |                           |             |       |                        |        |         | X           |            |
| VOUZERON              |             |            |        |                            |      |                         |        |                           |             |       | X                      |        |         |             | X          |

**ANNEXE 3**  
**Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation**  
**pour la saison .....** (indiquer l'année)

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) : .....

.....

.....

Type d'irrigation / matériel :

aspersion / enrouleur

aspersion / pivot

localisée / goutte à goutte

Type de culture :

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées  | <input type="checkbox"/> cultures truffières                            |
| <input type="checkbox"/> cultures florales                  | <input type="checkbox"/> cultures de portes-graines                     |
| <input type="checkbox"/> cultures maraichères et légumières | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche     |
|   | <input type="checkbox"/> cultures de plantes médicinales et aromatiques |

**NB : Aucun autre type de culture ne pourra faire l'objet de dérogation.**

- |  |
|--|
| <input type="checkbox"/> Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne ..... et je demande une dérogation dès le plan d'alerte. |
| <input type="checkbox"/> J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne ..... et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise.    |

Préciser :

| culture | surface concernée (ha) | nombre d'irrigations prévues et volume estimé |      |           |
|---------|------------------------|---|------|-----------|
|         |                        | juillet                                       | août | septembre |
|         |                        |   |      |           |
|         |                        |   |      |           |
|         |                        |   |      |           |
|         |                        |   |      |           |
|         |                        |   |      |           |

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.
- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :

## **ANNEXE 4 DEROGATIONS POUR MASSIFS FLEURIS**

L'arrosage des massifs fleuris des sites listés ci-dessous est autorisé entre 20h et 8h à partir du franchissement du seuil d'alerte renforcée des zones d'alerte concernées :

- Jardin de l'Abbaye-Square Lucien Beaufrère (Vierzon)
- Arboretum Adeline (La Chapelle-Montlinard)
- Parc et Jardins du château (Ainay-le-Vieil)
- Parc floral (Apremont-sur-Allier)
- Jardin des Prés-Fichaux (Bourges)
- Jardin de l'Archevêché (Bourges)
- Arboretum de la brume (Mehun-sur-Yèvre)
- Jardins du duc Jean de Berry (Mehun-sur-Yèvre)
- Parc de la Duchesse de Portsmouth (Aubigny-sur-Nère)
- Jardin d'Elisée (Vernais)
- Parc du château (Jussy-Champagne)
- Jardin de Marie (Neuilly-en-Sancerre)
- Parc du château (Moulins-sur-Yèvre)
- Jardin de l'Abbaye de Noirlac (Bruère-Allichamps)
- Jardin du prieuré d'Orsan (Maisonnais)
- Parc et Jardins du château de Pesselières (Jalognes)
- Parc du château (Sagonne)
- Jardin du Buisson de la Gariole « Chez Odile » (Aubigny-sur-Nère)

**Les volumes utilisés doivent être réduits au strict minimum.**



## **ANNEXE 5**

### **DEROGATIONS POUR TERRAINS DE SPORT ACCUEILLANT DES COMPETITIONS DE NIVEAU NATIONAL/INTERNATIONAL**

L'arrosage des terrains de sport listés ci-dessous est autorisé de 20h à 8h à partir du franchissement du seuil de crise des zones d'alerte concernées :

- Stade Jacques Rimbaud (Bourges)
- Stade Alfred Depege (Bourges)
- Stade Jean Brivot (Bourges)
- Stade Pierre Delval (Bourges)
- Stade Robert Barran (Vierzon)

**Les volumes utilisés doivent être réduits au strict minimum.**

## ANNEXE 6 TOURS D'EAU

### Bassins de l'Arnon

| Exploitation          | NOM        | Prénom       | N° MISE                           | Type restriction | JOURS d'ARRET (arrêt de 8 h 00 du matin au lendemain 8 h 00) |                         |
|-----------------------|------------|--------------|-----------------------------------|------------------|--|-------------------------|
|                       |            |              |                                   |                  | Alerte renforcée jour 1                                      | Alerte renforcée jour 2 |
| EARL DE BEAUVOIR      | SENY       | Stanislas    | S18283006                         | Cours d'eau      | Samedi   | Dimanche                |
| SCEA DE DAME SAINTE   | COURSEAU   | Michel       | F18244001-3-4                     | Type B           | Samedi   |                         |
| EARL DU PETIT PORT    | PREVOST    | Philippe     | F18124007                         | Type B           | Dimanche   |                         |
| EARL DU PETIT PORT    | PREVOST    | Philippe     | F18124018/19                      | Type B           | Dimanche   |                         |
| GAEC BONET            | BONET      | Pascal       | S18148005                         | Cours d'eau      | Dimanche   | Mercredi                |
| GAEC DOMAINE CHEVILLY | LESTOURGIE | Yves         | S18134005                         | Cours d'eau      | Dimanche   | Lundi                   |
| SCEA DES SAPINS       | TUZIAK     | Thierry      | P18055003                         | Type A           | Jeudi  | Vendredi                |
| SCEA DES PIERROTS     | POINTEREAU | Julien       | S36195002                         | Cours d'eau      | Samedi   | Dimanche                |
| SCEA de SERMELLES     | POINTEREAU | Julien       | F18124015, F18124011<br>P18124002 | Type B           | Lundi  |                         |
| SCEA de BOURDOISEAU   | POINTEREAU | Julien       | P18124014-12                      | Type B           | Mardi  |                         |
| EARL BOIS DE LA BONDE | MENIGON    | Jean-Jacques | F18182005                         | A                | Dimanche   | Lundi                   |
| EARL BOIS DE LA BONDE | MENIGON    | Jean-Jacques | F18182004-6-7                     | B                | Dimanche   |                         |

Préfecture du Cher

18-2022-07-11-00004

2022-0857 AP part Départementale de l'accise  
sur l'électricité - TICFE

**ARRETE N° 2022-0857**

relatif à la part départementale de l'accise sur l'électricité

Année 2022

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** l'article 54 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

**VU** le décret n° 2022-129 du 4 février 2022 relatif à la part communale et à la part départementale de l'accise sur l'électricité ;

**CONSIDÉRANT** l'article D. 3333-2 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le montant de la part départementale de l'accise sur l'électricité est notifié aux collectivités concernées par arrêté du préfet, à partir des éléments de calcul établis par la direction générale des finances publiques ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Au titre de l'année 2022, le montant de la part départementale de l'accise sur l'électricité alloué au département du Cher est de **3 875 660 €**

**Article 2** : La formule de calcul de la part départementale allouée au titre de l'année 2022 conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est la suivante :

|                                 |   |                                 |   |                                      |   |                           |
|---------------------------------|---|---------------------------------|---|--------------------------------------|---|---------------------------|
| <b>Montant de l'accise</b> 2022 | = | <b>Montant de l'accise</b> 2021 | x | <b>Majoration automatique (1,5%)</b> | x | <b>Variation de l'IPC</b> |
|---------------------------------|---|---------------------------------|---|--------------------------------------|---|---------------------------|

Le montant de l'accise 2021 est de 3 810 763 €.

La variation de l'IPC s'est élevée à **0,2 %**.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux adressé à M. le Préfet du Cher – Place Marcel Plaisant – CS 60022 – 18020 Bourges Cedex.
- soit d'un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau - 75008 Paris Cedex 08.

L'absence de réponse de l'administration pendant deux mois fait naître une décision implicite de rejet.

- soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex 01. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours administratif, le recours contentieux devra intervenir dans les deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'administration.

**Article 4** : Le préfet du Cher et le directeur départemental des finances publiques du Cher sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher et dont copie sera adressée aux collectivités bénéficiaires.

Fait à Bourges, le

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de cabinet

signé

Agnès BONJEAN

Préfecture du Cher

18-2022-07-08-00001

AP 2022-0852 du 08 07 2022\_ portant  
modification statut PETR.odt

**Arrêté N° 2022-0852 du 8 juillet 2022**  
portant modification des statuts  
du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Centre Cher

—  
Le Préfet du Cher,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5741-1 et suivants,

**Vu** le décret du 5 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER préfet du Cher,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-1-1494 du 20 décembre 2018 constatant la transformation du syndicat intercommunal pour la révision et le suivi du schéma directeur de l'agglomération berruyère (SIRDAB) en pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux n° 2019-670 du 23 mai 2019 et n° 2020-0959 du 3 août 2020 portant modification des statuts du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR),

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-1047 du 14 septembre 2021 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETONE, secrétaire général de la Préfecture du Cher, sous-préfet chargé de l'arrondissement de Bourges,

**Vu** la délibération n° 9 du comité syndical du PETR du 30 mars 2022, notifiée à ses membres le 20 avril 2022, proposant de modifier ses statuts pour prendre en compte, d'une part, le nouveau siège du PETR et d'autre part, l'actualisation de la dénomination de deux communautés de communes membres : la communauté de communes Vierzon-Sologne-Berry & Villages de la Forêt, désormais dénommée Vierzon-Sologne-Berry et la communauté de communes FerCher-Pays-Florentais, désormais dénommée FerCher,

**Vu** les délibérations favorables des organes délibérants des membres du PETR Centre-Cher ci-après, approuvant la modification des statuts telle que proposée par le comité syndical du PETR par délibération du 30 mars 2022 susvisée :

- Communauté de communes de la Septaine le 9 mai 2022 ;
- Communauté de communes FerCher le 18 mai 2022 ;
- Communauté de communes des Terres du Haut Berry le 19 mai 2022 ;
- Communauté de communes Coeur de Berry le 13 juin 2022 ;
- Communauté d'agglomération Bourges Plus le 23 juin 2022 ;
- Communauté de communes Vierzon-Sologne-Berry le 30 juin 2022 ;

**Considérant** que les conditions de délai et de majorité requises sont réunies,

**Sur** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Cher,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : les statuts du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Centre-Cher sont modifiés tels qu'annexés au présent arrêté.

**Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux adressé à M. le Préfet du Cher – Place Marcel Plaisant – CS 60022 – 18020 Bourges Cedex ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau - 75008 Paris Cedex 08.

L'absence de réponse de l'administration pendant deux mois fait naître une décision implicite de rejet.

- soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex 01. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Après un recours administratif, le recours contentieux devra intervenir dans les deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'administration.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le président du PETR Centre-Cher, la présidente de la communauté d'agglomération Bourges Plus, les présidentes et présidents des communautés de communes membres, le directeur départemental des territoires du Cher, le directeur départemental des finances publiques du Cher sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

Bourges, le 8 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,

Signé: Agnès BONJEAN

Préfecture du Cher

18-2022-07-13-00004

Arrêté 2022-937 du 13 juillet 2022 portant autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière





**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté  
Bureau de la Réglementation  
Générale et des Élections**

**Arrêté n° 2022-0937 du 13 JUL. 2022**  
portant autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement,  
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de la Route, notamment ses articles L 213-1 à L 213-8 et R 213-1 à R 213-6 ;

**Vu** le décret n° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** le décret du 5 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Christophe Bouvier, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-1-1361 du 19 octobre 2017 portant renouvellement de l'autorisation à Monsieur Gérald COLIN, à exploiter un établissement d'enseignement à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé "AUTO-ECOLE DE CHAILLOT" situé au centre commercial Le Chaillotais, 118 route de Bellon à VIERZON, sous le n°E 02 018 0162 0 ;

**Vu** l'arrêté n° 2022-0639 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETONE, Secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** la demande présentée par M. Gérald COLIN, reçue le 05 juillet 2022, en vue de solliciter le renouvellement quinquennal de son agrément pour l'exploitation de l'établissement précité ;

**Considérant** les pièces du dossier ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Cher ;

**Arrête :**

**Article 1** – L'agrément préfectoral n° E 02 018 0162 0 autorisant Monsieur Gérald COLIN, à exploiter un établissement de la conduite automobile, dénommé "AUTO-ECOLE DE CHAILLOT" situé à VIERZON, est renouvelé.

Place Marcel Plaisant - CS 60022  
18020 BOURGES Cedex  
Tél : 02 48 67 18 18  
[www.cher.gouv.fr](http://www.cher.gouv.fr)

**Article 2** – Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant, présentée 2 mois avant l'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3** – L'établissement est habilité, à dispenser les formations suivantes :  
**A, A1, A2, AM, B, B1, BE, AAC**

**Article 4** – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** - Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée 2 mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** - Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** – Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes.

**Article 8** – L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 9** – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant à la Préfecture du CHER, Direction de la Citoyenneté, Bureau de la Réglementation Générale et des Élections.

**Article 10** – Le Secrétaire général de la préfecture du Cher est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
La directrice de Cabinet,



Agnès BONJEAN

Préfecture du Cher

18-2022-07-07-00006

arrêté du 07/07/22 modifiant l'arrêté du 06/06/19  
portant agrément des membres siégeant en  
commission médicale primaire et d'appel et en  
cabinets de médecine de ville, chargés  
d'apprécier l'aptitude physique des candidats au  
permis de conduire et des conducteurs

**Arrêté N° 2022-0844 du 07 juillet 2022**  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2019-0712 du 06 juin 2019  
portant agrément des membres siégeant en commissions médicales primaires  
et d'appel et en cabinets de médecine de ville, chargés d'apprécier  
l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de la route, notamment ses articles R. 221-10 à R. 221-19 et R. 226-1 à R. 226-4,
- Vu** le décret n° 2012-886 du 17 juillet 2012 relatif au contrôle médical de l'aptitude à la conduite,
- Vu** le décret du 5 février 2020 nommant Monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher,
- Vu** l'arrêté ministériel du 21 décembre 2005 fixant la liste des incapacités physiques incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ainsi que des affections susceptibles de donner lieu à la délivrance du permis de conduire de validité limitée,
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 août 2010 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2005 fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance du permis de conduire de durée de validité limitée,
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite,
- Vu** l'arrêté du 28 mars 2022 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite, qui porte à soixante-quinze ans de l'âge limite au-delà duquel un médecin ne peut plus siéger en commissions médicales primaires et d'appel et en cabinets de médecine de ville,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2019-0712 du 06 juin 2019 modifié par l'arrêté préfectoral n°2021- 0101 du 08 février 2021, portant agrément des membres siégeant en commissions médicales primaires et d'appel et en cabinets de médecine de ville, chargés d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-0639 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Monsieur Carl ACCETONE, Secrétaire général de la préfecture du Cher, Sous-préfet chargé de l'arrondissement de Bourges,
- Vu** le courrier du Dr DUBREUIL du 14/04/2022 qui sollicite le bénéfice du report à soixante-quinze ans de l'âge limite pour exercer le contrôle médical de l'aptitude à la conduite au sein de la commission médicale primaire des permis de conduire du Cher et l'arrêt de son agrément en cabinet privé (hors commission),

**Vu** le courrier du Dr CHENE du 23 mai 2022 qui sollicite le bénéfice du report à soixante-quinze ans de l'âge limite pour exercer le contrôle médical de l'aptitude à la conduite en cabinet privé (hors commission),

**Vu** le courrier du Dr CONNAN du 01 juin 2022 qui sollicite le bénéfice du report à soixante-quinze ans de l'âge limite pour exercer le contrôle médical de l'aptitude à la conduite en cabinet privé (hors commission),

**Vu** le courrier du Dr MASSIAS JURIEN DE LA GRAVIERE du 23 juin 2022 qui sollicite un agrément pour exercer le contrôle médical de l'aptitude à la conduite au sein de la commission médicale primaire des permis de conduire du Cher et en cabinet privé (hors commission),

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Cher,

## **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2019-0712 du 06 juin 2019 susvisé, telles que modifiées par l'arrêté n° 2021-0101 du 8 février 2021 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Article 2** :

« Le département du Cher dispose d'une commission médicale primaire et d'une commission départementale d'appel.

« Pour siéger en commission médicale primaire, en commission médicale d'appel et être agréé en cabinet privé, les médecins doivent avoir satisfait aux obligations de formation initiale et continue.

« Les médecins désignés ci-après, sont agréés jusqu'au 6 juin 2024, en qualité de membres des commissions médicales primaire et d'appel et en qualité de médecins agréés hors commission médicale, chargés d'apprécier l'aptitude des candidats au permis de conduire et des conducteurs.

« Commission médicale primaire :

« La commission médicale primaire comprend deux médecins pris à tour de rôle dans la liste ci-dessous :

« Mesdames et Messieurs les docteurs :

- « - BOURET Brigitte – 47 rue de la chappe – 18000 BOURGES ;
- « - CAMUS Jean-Louis - 6 Passage Lévêque - 18100 VIERZON ;
- « - CLASQUIN Maryse - 2 rue des écoles - 18160 CHEZAL-BENOIT ;
- « - DE BERTRAND PIBRAC Pierre - rue du Président Maulmont - 18000 BOURGES ;
- « - DE BONNEVAL Arnaud - 17 avenue Nationale - 18340 LEVET ;
- « - DUBREUIL Jacques - 10 rue de l'église - 18110 FUSSY ;
- « - FERRAND Jean-Marie - 2 rue du Bois au Moine - 18340,PLAIMPIED-GIVAUDINS ;
- « - JOUANNAUD Jean-Marc - 9 rue Aristide Maillol - 18000 BOURGES ;
- « - MASSIAS JURIEN DE LA GRAVIERE Armand - 4 rue Louis Paris – 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE ;
- « - POYAU Emmanuelle – 23 Bis boulevard Jean Mermoz – 18000 BOURGES ;
- « - RIVIERE Jean-Marie - Parc Esprit 1- 6 rue Archimède - 18000 BOURGES ;
- « - STROINSKI Frédéric - 4 avenue de l'Hippodrome - 18700 AUBIGNY-sur-NERE ;
- « - TISSERAND Guy - 6 place de la Sous-Préfecture - 36100 ISSOUDUN.

« Médecins agréés consultant hors commission médicale (cabinet) :

« Mesdames et Messieurs les docteurs :

- « - BOURET Brigitte – 47 rue de la chappe – 18000 BOURGES ;
- « - CAMUS Jean-Louis - 6 Passage Lévêque - 18 100 VIERZON ;
- « - BENNAGA Mohammed - 14 rue Gambetta - 58 033 NEVERS ;
- « - CHENE Paul – 3 rue Ernest Renan – 58 000 NEVERS ;
- « - CLASQUIN Maryse - 2 rue des écoles - 18 160 CHEZAL-BENOIT ;
- « - CONNAN Jean-Baptiste - 3 rue Ernest Renan - Le Banlay - 58000 NEVERS ;
- « - DAGARD Philippe - 8 allée des Érables - 23 600 BOUSSAC ;
- « - DE BONNEVAL Arnaud - 17 avenue Nationale - 18340 LEVET ;
- « - ELIZONDO Bernard - 6 rue des Épinettes - 18100 VIERZON ;
- « - FERRAND Jean-Marie - 2 rue du Bois au Moine – 18340 PLAIMPIED-GIVAUDINS ;
- « - JACQUIN Philippe - 67 rue Anatole France - 18200 SAINT-AMAND-MONTROND ;
- « - JOUANNAUD Jean-Marc - 9 rue Aristide Briand - 18000 BOURGES ;
- « - JOUSSEAUME Claude - 24 avenue G. Clémenceau - 58240 SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER ;
- « - MASSIAS JURIE DE LA GRAVIERE Armand - 4 rue Louis Paris – 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE ;
- « - MONASSON Paul – 4 rue Louis Paris – 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE ;
- « - MROZEK Michel - 38 Bis rue du petit vougan - 18200 SAINT-AMAND-MONTROND ;
- « - RIVIERE Jean-Marie - Parc Esprit 1- 6 rue Archimède - 18000 BOURGES ;
- « - ROCHE Stéphane – cabinet médical de Saint Eloi- 2 rue de la poste – 58000 SAINT ELOI ;
- « - SAUDEMON Gervais - 16 avenue Laubespain - 58150 POUILLY SUR LOIRE ;
- « - SIMONNET Viviane - 113 rue de Vauvert - 18000 BOURGES ;
- « - STROINSKI Frédéric - 4 avenue de l'hippodrome - 18700 AUBIGNY-SUR-NERE.

« Commission départementale d'appel :

« La commission d'appel est composée d'au moins deux médecins agréés désignés parmi ceux composant la commission médicale primaire, d'un ou plusieurs médecins diplômés dans la ou les disciplines médicales dont relèvent la ou les affections de l'appelant en référence aux classes de pathologies médicales fixées par l'annexe de l'arrêté du 21 décembre 2005 susvisé.

« Un candidat ou un conducteur ne doit en aucun cas être examiné en commission d'appel par un médecin agréé qui l'a examiné en première instance. »

**Article 3 :** Le Secrétaire général de la préfecture du Cher est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet

**Signé Agnès BONJEAN**

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00003

Arrêté préfectoral n°2022-0924 portant  
autorisation d'un système de vidéoprotection  
(Pharmacie JACQUET à Culan)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0924**  
**Portant autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**(Pharmacie JACQUET à Culan)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Olivier JACQUET, pharmacien titulaire, représentant l'établissement « Pharmacie JACQUET » situé 25 Grande Rue à Culan (18270) et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 1<sup>er</sup> mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la lutte contre la démarque inconnue ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Olivier JACQUET, pharmacien titulaire, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 3 caméras de vidéoprotection intérieures sur le site de l'établissement « Pharmacie JACQUET » situé 25 Grande Rue à Culan (18270), conformément au dossier présenté, sous réserve des préconisations de la commission d'ajouter à la liste des personnes habilitées aux images les personnes suivantes : Mme Amélie DAVOUST, Mme Fanny BALZANO et Mme Camille LAVILLE, et d'abaisser le délai de conservation des images à 21 jours.

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;



- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 21 jours.**

**Article 4** – M. Olivier JACQUET, pharmacien titulaire, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

**Article 5** – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 6** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 7** – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

**Article 8** – Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

**NOTICE DE RECOURS**

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

**RECOURS GRACIEUX**

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS HIERARCHIQUE**

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS CONTENTIEUX**

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**RECOURS SUCCESSIFS**

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00004

Arrêté préfectoral n°2022-0925 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de  
vidéoprotection (Patapain Cap Nord - Bourges)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0925  
Portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection  
(Buffalo Grill - Bourges)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2017 portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « Patapain » situé 200 avenue du Général de Gaulle à Bourges (18000) ;

**Vu** la demande de renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Stéphane PRELY, directeur général de France Restauration Rapide situé 8 allée Beaumarchais à St Germain du Puy (18390), pour l'établissement « Patapain » situé 200 avenue du Général de Gaulle à Bourges (18000) et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 03 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes, à la prévention des atteintes aux biens et à la lutte contre la démarque inconnue ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment renouvelé par arrêté préfectoral en date du 14 juin 2017 pour l'établissement « Patapain » situé 200 avenue du Général de Gaulle à Bourges (18000) est reconduit, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **4 caméras de vidéoprotection intérieures**.

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 20 jours.**

Article 4 – M. Stéphane PRELY, directeur général de France Restauration Rapide, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, conformément à la liste jointe au dossier présenté, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

Article 5 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 7 – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

Article 8 – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

#### RECOURS GRACIEUX

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS HIERARCHIQUE

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS CONTENTIEUX

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

#### RECOURS SUCCESSIFS

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00005

Arrêté préfectoral n°2022-0926 portant  
autorisation d'un système de vidéoprotection  
(Buffalo Grill - Saint-Doulchard)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0926**  
**Portant autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**(Buffalo Grill - Saint-Doulchard)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 2015, actuellement périmé, portant renouvellement d'autorisation et modification d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « Buffalo Grill » situé route d'Orléans à Saint-Doulchard (18230) ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Angelo REY, directeur construction, représentant l'établissement « Buffalo Grill » situé route d'Orléans à Saint-Doulchard (18230) et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 09 mai 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes et à la prévention des atteintes aux biens ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Angelo REY, directeur construction, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, à installer 1 caméra de vidéoprotection intérieure (la caméra de vidéoprotection extérieure étant hors champs de la commission) sur le site de l'établissement « Buffalo Grill » situé route d'Orléans à Saint-Doulchard (18230), conformément au dossier présenté.

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4** – M. Angelo REY, directeur construction, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

**Article 5** – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 6** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 7** – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

**Article 8** – Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

**NOTICE DE RECOURS**

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

**RECOURS GRACIEUX**

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS HIERARCHIQUE**

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS CONTENTIEUX**

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**RECOURS SUCCESSIFS**

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00006

Arrêté préfectoral n°2022-0927 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de  
vidéoprotection (Réseau Club Bouygues Telecom  
à Bourges)



**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0927**  
**Portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**(Réseau Club Bouygues Telecom à Bourges)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 21 novembre 2016, actuellement périmé, portant renouvellement d'autorisation et modification d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « Bouygues Telecom » situé 2 rue du Commerce à Bourges (18000) ;

**Vu** la demande de modification d'un système de vidéoprotection présentée par M. Bruno LE MILBEAU, Directeur Sécurité RCBT, représentant l'établissement « Réseau Club Bouygues Telecom » situé 2 rue du Commerce à Bourges (18000) et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 07 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend au secours à personnes – défense contre l'incendie préventions risques naturels ou technologiques, à la prévention des atteintes aux biens et à la lutte contre la démarque inconnue ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Bruno LE MILBEAU, Directeur Sécurité RCBT, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de cinq ans renouvelable, **à installer 2 caméras de vidéoprotection intérieures sur le site de l'établissement « Réseau Club Bouygues Telecom » situé 2 rue du Commerce à Bourges (18000)**, conformément au dossier présenté.

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4** – M. Bruno LE MILBEAU, Directeur Sécurité RCBT, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

**Article 5** – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 6** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 7** – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

**Article 8** – Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

##### RECOURS GRACIEUX

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

##### RECOURS HIERARCHIQUE

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

##### RECOURS CONTENTIEUX

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

##### RECOURS SUCCESSIFS

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00007

Arrêté préfectoral n°2022-0928 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de  
vidéoprotection (Pub Au Bureau à Vierzon)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0928**  
**Portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**(Pub Au Bureau à Vierzon)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2017 portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « Pub Au Bureau » à Vierzon (18100) ;

**Vu** la demande de renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Séverine GUINEL, gérante, pour l'établissement « Pub Au Bureau » situé 11 place Aristide Briand à Vierzon (18100) et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 07 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes, à la prévention des atteintes aux biens ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment renouvelé par arrêté préfectoral en date du 14 juin 2017 pour l'établissement « Pub Au Bureau » situé 11 place Aristide Briand à Vierzon (18100) est reconduit, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **3 caméras de vidéoprotection intérieures (la caméra située dans la cuisine étant hors champs de la commission), sous réserve des préconisations de la commission de flouter les tables et d'abaisser le délai de conservation des images à 15 jours.**

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ; à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4** – Mme Séverine GUINEL, gérante, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, conformément à la liste jointe au dossier présenté, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

**Article 5** – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 6** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 7** – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

**Article 8** – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

**NOTICE DE RECOURS**

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

**RECOURS GRACIEUX**

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS HIERARCHIQUE**

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS CONTENTIEUX**

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**RECOURS SUCCESSIFS**

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00008

Arrêté préfectoral n°2022-0929 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de  
vidéoprotection (URSSAF à Bourges)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022- 0929**  
**Portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**(URSSAF à Bourges)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 21 novembre 2016 portant autorisation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « URSSAF » à Bourges (18000) ;

**Vu** la demande de renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Clarisse MAGNANI, expert immobilier, pour l'établissement « URSSAF » situé 4 esplanade du Prado à Bourges (18000) et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 03 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes et à la prévention des atteintes aux biens ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment autorisé par arrêté préfectoral en date du 21 novembre 2016 pour l'établissement « URSSAF » situé 4 esplanade du Prado à Bourges (18000) est reconduit, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **2 caméras de vidéoprotection intérieures**.

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ; à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent

les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4** – Mme Clarisse MAGNANI, expert immobilier, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, conformément à la liste jointe au dossier présenté, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

**Article 5** – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 6** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 7** – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

**Article 8** – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

##### RECOURS GRACIEUX

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

##### RECOURS HIERARCHIQUE

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

##### RECOURS CONTENTIEUX

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

##### RECOURS SUCCESSIFS

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.



Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00009

Arrêté préfectoral n°2022-0930 portant  
modification d'un système de vidéoprotection  
("Patapain" à Saint-Doulchard)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0930**  
**Portant modification d'un système de vidéoprotection**  
**(« Patapain » à Saint-Doulchard)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2017 portant autorisation d'exploitation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « Patapain » situé Rue du Cros Blanc à Saint-Doulchard (18230) ;

**Vu** la demande de renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Stéphane PRELY, directeur général de France Restauration Rapide situé 8 allée Beaumarchais à St Germain du Puy (18390), pour l'établissement « Patapain » situé Rue du Cros Blanc à Saint-Doulchard (18230) et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 07 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes, à la lutte contre la démarque inconnue et à la prévention des atteintes aux biens ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment autorisé par arrêté préfectoral en date du 12 juin 2017 sur le site de l'établissement « Patapain » situé Rue du Cros Blanc à Saint-Doulchard (18230) est reconduit, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **6 caméras de vidéoprotection intérieures et 2 caméras de vidéoprotection extérieures, sous réserve du respect de la préconisation de la commission d'abaisser le délai de conservation des images à 15 jours.**

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

Article 4 – M. Stéphane PRELY, directeur général de France Restauration Rapide situé 8 allée Beaumarchais à St Germain du Puy (18390), responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

Article 5 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 7 – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

Article 8 – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

#### RECOURS GRACIEUX

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS HIERARCHIQUE

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS CONTENTIEUX

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

#### RECOURS SUCCESSIFS

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00010

Arrêté préfectoral n°2022-0931 portant  
modification d'un système de vidéoprotection  
(AVIVA Cuisines - Saint-Germain-du-Puy)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0931**  
**Portant modification d'autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**(AVIVA Cuisines - Saint-Germain-du-Puy)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2020 portant autorisation d'exploitation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « AVIVA Cuisines » situé 26 rue des Vignes à Saint-Germain-du-Puy (18390) ;

**Vu** la demande de modification d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Nuray AKDAMAR, gérante, pour cet établissement, et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 07 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes et à la prévention des atteintes aux biens ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment autorisé par arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2020 pour l'établissement « AVIVA Cuisines » situé 26 rue des Vignes à Saint-Germain-du-Puy (18390) est modifié, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **au total 8 caméras de vidéoprotection intérieures (ajout de 2 caméras de vidéoprotection intérieure)**, sous réserve du respect de la **préconisation de la commission d'abaisser le délai de conservation des images à 15 jours**.

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ; à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4** – Mme Nuray AKDAMAR, gérante, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, conformément à la liste jointe au dossier présenté, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

**Article 5** – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 6** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 7** – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

**Article 8** – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

**NOTICE DE RECOURS**

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

**RECOURS GRACIEUX**

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS HIERARCHIQUE**

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS CONTENTIEUX**

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**RECOURS SUCCESSIFS**

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00011

Arrêté préfectoral n°2022-0932 portant  
renouvellement et modification d'autorisation  
d'un système de vidéoprotection (DESIGUAL -  
Bourges)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0932  
Portant renouvellement et modification d'autorisation  
d'un système de vidéoprotection  
(DESIGUAL - Bourges)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 02 décembre 2019 portant autorisation d'exploitation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « DESIGUAL » situé 8 avenue de Peterborough à Bourges (18000) ;

**Vu** la demande de modification d'un système de vidéoprotection présentée par M. Daniel GARCIA CAELLAS, directeur sécurité, pour cet établissement, et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 28 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes, au secours à personne – défense contre l'incendie préventions risques naturels ou technologiques, à la prévention des atteintes aux biens, à la lutte contre la démarque inconnue et à la lutte contre les braquages et intrusions ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment autorisé par arrêté préfectoral en date du 02 décembre 2019 pour l'établissement « DESIGUAL » situé 8 avenue de Peterborough à Bourges (18000) est reconduit et modifié, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **4 caméras de vidéoprotection intérieures, sous réserve du respect de la préconisation de la commission d'abaisser le délai de conservation des images à 15 jours.**



Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

Article 4 – M. Daniel GARCIA CAELLAS, directeur sécurité, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, conformément à la liste jointe au dossier présenté, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

Article 5 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 7 – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

Article 8 – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

#### RECOURS GRACIEUX

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS HIERARCHIQUE

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS CONTENTIEUX

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

#### RECOURS SUCCESSIFS

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00012

Arrêté préfectoral n°2022-0933 portant  
renouvellement et modification d'autorisation  
d'un système de vidéoprotection (Carrefour  
Market - Bourges Aéroport)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0933  
Portant renouvellement et modification d'autorisation  
d'un système de vidéoprotection  
(Carrefour Market – Bourges Aéroport)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 24 mars 2016 autorisant la modification d'un système de vidéoprotection pour l'établissement « Carrefour Market Aéroport » situé 110 avenue Marcel Haegelen à Bourges (18000) ;

**Vu** la demande de renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme Nathalie BISSON, directrice, pour cet établissement, et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 04 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes, au secours à personne – défense contre l'incendie préventions risques naturels ou technologiques, à la prévention des atteintes aux biens, à la lutte contre la démarque inconnue et à la prévention des cambriolages ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment modifié par arrêté préfectoral en date du 24 mars 2016 pour l'établissement « Carrefour Market Aéroport » situé 110 avenue Marcel Haegelen à Bourges (18000) est reconduit et modifié, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **12 caméras de vidéoprotection intérieures et 7 caméras de vidéoprotection extérieures, sous réserve du respect des préconisations de la commission d'ajouter à la liste des personnes habilitées les personnes suivantes : M. Benjamin LEGER et Mme Marie-Christine FABRY, managers.**

Article 2 – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 12 jours.**

Article 4 – Mme Nathalie BISSON, directrice, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, conformément à la liste jointe au dossier présenté, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

Article 5 – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 7 – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

Article 8 – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

#### RECOURS GRACIEUX

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS HIERARCHIQUE

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

#### RECOURS CONTENTIEUX

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

#### RECOURS SUCCESSIFS

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-07-12-00013

Arrêté préfectoral n°2022-0934 portant  
renouvellement d'autorisation d'un système de  
vidéoprotection (Banque Populaire Val de France  
- Vierzon)

**Direction des Sécurités et  
de la Communication**  
Bureau de la Sécurité Intérieure

**Arrêté Préfectoral N° 2022-0934**  
**Portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**(Banque Populaire Val de France – Vierzon)**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 ;

**Vu** le décret n° 96-92 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**Vu** le décret du 05 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-0641 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à Mme Agnès BONJEAN, Sous-préfète, Directrice de cabinet du Préfet et Chef de projet sécurité routière dans le département du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2019 portant autorisation d'un système de vidéoprotection pour l'agence bancaire Banque Populaire Val de France située 3 avenue Pierre Sémard à Vierzon (18100) ;

**Vu** la demande de renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection présentée par M. Gérald LEGRAND, responsable immeubles et sécurité, pour l'agence bancaire Banque Populaire Val de France située 3 avenue Pierre Sémard à Vierzon (18100), et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 12 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de vidéoprotection en séance du 24 mai 2022 ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la finalité du système tend à la sécurité des personnes et à la prévention des atteintes aux biens ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de Cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Le système de vidéoprotection précédemment autorisé par arrêté préfectoral en date du 25 avril 2019 pour l'agence bancaire Banque Populaire Val de France située 3 avenue Pierre Sémard à Vierzon (18100) est reconduit, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, et pour un système comprenant **5 caméras de vidéoprotection intérieures**.

**Article 2** – Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public, des affichettes mentionnent les références de la loi et du décret susvisés et les coordonnées du responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.**

**Article 4** – M. Gérald LEGRAND, responsable immeubles et sécurité auprès de la Banque Populaire Val de France, responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, conformément à la liste jointe au dossier présenté, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées, conformément au dossier présenté.

**Article 5** – Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 6** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 7** – Les voies et délais de recours figurent au bas de la présente décision.

**Article 8** – Madame la Directrice de cabinet du préfet du Cher, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Bourges, le 12 juillet 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,

Signé : Agnès BONJEAN

**NOTICE DE RECOURS**

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

**RECOURS GRACIEUX**

Vous adressez votre demande en envoi recommandé avec accusé de réception à la préfecture avec vos arguments dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Si la préfecture ne vous répond pas dans les deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS HIERARCHIQUE**

Vous adressez votre demande au Ministère de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de deux mois suivant l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**RECOURS CONTENTIEUX**

Vous adressez votre demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie). Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**RECOURS SUCCESSIFS**

Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.